



8 MAI 2025 : COMMÉMORATION DU 8 MAI 1945

LE CERCLE ALGÉRIANISTE S'ASSOCIE AUX RÉJOISSANCES DE LA VICTOIRE SUR LE NAZISME ET DÉNONCE TOUTE AUTO-FLAGELLATION DE REPENTANCE

Des parlementaires d'extrême gauche et des historiens connus pour leur militantisme lancent à nouveau une offensive parlementaire et médiatique multiforme à propos des journées de mai 1945 dans la région de Sétif/Guelma en Algérie, en mettant également la pression sur l'Élysée dans sa quête unilatérale et sans fin d'apaisement avec le régime d'Alger. Il s'agit encore de jouer avec la vérité historique, en instrumentalisant la politique mémorielle de notre pays à des fins idéologiques et électoralistes.

La répression du 8 mai 1945, et des jours suivants, exercée par l'armée française a un élément déclencheur : des émeutes au service d'une insurrection nationaliste fomentée de longue date, ayant ciblé et assassiné, souvent dans des conditions abominables et dès les premiers moments, des Européens et des Arabo-berbères favorables à la France. Et non pas des manifestations pacifiques de scouts musulmans et autres populations défilant gentiment pour la cause indépendantiste, ayant dégénéré à la suite de la mort d'un porte-drapeau, comme voudrait le faire accroire la mouvance décoloniale, à l'unisson du FLN et des dictateurs d'Alger.

Cette répression a été initiée, non par des « milices », mais par le gouvernement français, dirigé par le général De Gaulle coalition incluant des socialistes et des communistes – unanimes pour réprimer durement cette insurrection, ces derniers qualifiant même de fascistes les dirigeants et les meneurs des émeutes.

Ces tristes journées ont un bilan : 800 Musulmans assassinés pour leur attachement à la France, 109 Européens tués et 240 blessés graves, et entre 3000 et 8000 morts parmi les Arabo-musulmans selon les chiffres cités par les historiens *. Ce bilan est terriblement lourd mais il est très loin des chiffres avancés par la propagande victimaire du pouvoir algérien reprise ici par ses séides, de 45 000 victimes (« un génocide », les mots n'ayant plus de sens) – malgré une contestation naissante de cette inflation des chiffres parmi les historiens en Algérie même.

Ce qui s'est réellement passé en mai 1945 est bien connu des historiens, bien documenté, et très éloigné de l'histoire officielle algérienne, complaisamment relayée par une partie de la classe politico-médiatique française pour des raisons idéologiques ou de politique intérieure.

Il faut cesser de faire amende honorable pour des faits historiques déformés, non contextualisés, et sans être jamais payé de retour par le régime d'Alger. Ceci n'amène en rien une amélioration du vivre ensemble sur notre territoire, ni une meilleure intégration des populations immigrées, mais crée plutôt du ressentiment victimaire sans fin.

Le pouvoir algérien ne veut pas d'apaisement avec la France, pour maintenir son emprise toxique sur son peuple. Il a choisi depuis plusieurs années la guérilla avec notre pays déclaré « ennemi éternel », en instrumentalisant l'Histoire et la mémoire.

Dans ce contexte, **le Cercle algérianiste demande avec fermeté et la plus grande détermination à nos parlementaires et à l'exécutif d'exiger du régime FLN qu'il reconnaisse ses crimes largement documentés par les historiens : les dizaines de milliers de musulmans assassinés pour n'avoir pas adhéré à ses thèses, les milliers d'Européens assassinés, les attentats aveugles, les dizaines de milliers de harkis massacrés lors de l'indépendance, le million de Pieds-noirs victimes d'épuration ethnique, les quelques 1700 Européens disparus dont les familles, sans aucune nouvelle depuis plus de 60 ans, attendent toujours l'ouverture des archives du FLN.**

Suzy Simon-Nicaise
Présidente nationale du Cercle algérianiste

[Sources historiques sur demande](#)